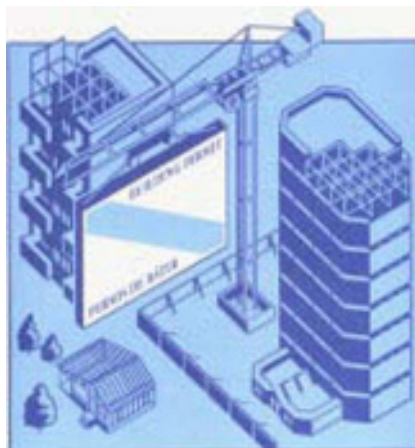




Permis de bâtir

Février 2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 14 \$ CA l'exemplaire et de 145 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Février 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2002

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 46 n° 2
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Gaudreault**, Chef d'unité, secteur non-résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Clarke**, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City/Cité	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2001 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-9689
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie	
Qualité des données, concepts et méthodologie	17
Sources de données et méthodologie	17
Concepts et variables observées	18
Exactitude des données	20
Comparabilité des données et sources connexes	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

Les chantiers de construction résidentielle bourdonneront d'activité au cours des quelques prochains mois, car les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, soit essentiellement la même valeur que le sommet de 12 ans atteint en janvier. Un peu plus de 18 000 nouveaux logements ont été autorisés en février 2002, ce qui constitue le plus grand nombre depuis mars 1990.

La faiblesse des taux hypothécaires, le niveau élevé de confiance des consommateurs et la rareté des logements existants sur le marché de la location ou de la revente poussent effectivement les acheteurs éventuels vers le marché des maisons neuves.

Dans le secteur non résidentiel, le tableau était bien différent. Les constructeurs ont pris pour 1,3 milliards de dollars de permis en février, en baisse de 10,8 %, par suite, essentiellement, d'un net recul des intentions dans le secteur commercial. La tendance de la valeur des permis dans le secteur non résidentiel est en régression depuis le début de 2001.

La valeur totale des permis de bâtir délivrés par les municipalités a reculé en février, les intentions de construction dans le secteur non résidentiel ayant alors touché leur point creux des 21 derniers mois. Les constructeurs ont pris pour 3,7 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de 4,2 % par rapport à janvier.

Il faut garder ce repli en perspective, puisque les intentions de construction avaient atteint un sommet de 12 ans en janvier. Le total de février dépassait de 11,5 % le niveau mensuel moyen de 2001, surtout sous la poussée des fortes intentions de construction dans le secteur résidentiel.

La valeur des permis de construction, en cumul annuel, en janvier et février 2002 dépassait de 5,6 % celle des deux mêmes mois de l'an dernier. Une augmentation de 23,0 % dans le secteur résidentiel a été plus que suffisante pour éponger un recul de 15,2 % dans le secteur non résidentiel.

Au niveau régional, les régions métropolitaines de recensement d'Edmonton et de Calgary ont débuté l'année 2002 en lion; dans les deux régions, une hausse importante des intentions de construction résidentielle a été le grand facteur de ce départ rapide. Cependant, la progression qui ressort de la valeur cumulative des permis de construction est venue des régions non-métropolitaines.

Demande formidable de logements unifamiliaux

Après un niveau record en janvier, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a subi un léger repli de 2,8 %, qui l'a ramenée à 1,8 milliard de dollars. Les valeurs des permis pour les logements unifamiliaux – la principale composante dans le secteur de l'habitation – pour janvier et février étaient les deux plus hauts chiffres mensuels jamais observés. Pour les logements multifamiliaux, les municipalités ont délivré pour 605 millions de dollars de permis en février (+8,2%), pour une sixième hausse mensuelle en sept mois.

Les perspectives pour le secteur résidentiel sont positives, car on prévoit une progression de 1,3 % de l'investissement en logements en 2002, suite à des augmentations du nombre de logements neufs et des rénovations, selon la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissements privés et publics.

À l'échelon provincial, de solides augmentations dans le secteur résidentiel en Colombie-Britannique (+21,3 %, valeur totale de 346 millions de dollars) et au Nouveau-Brunswick (+42,1 %, valeur totale de 45 millions de dollars) ont été épongées par un net recul en Ontario (-7,3 %, valeur totale de 1,0 milliard de dollars).

Depuis le début de l'année, la valeur totale des permis de construction de logements unifamiliaux délivrés au cours des deux premiers mois de 2002 a monté de 32,8 % par rapport à la même période de l'an dernier. La valeur cumulative des permis de construction de logements multifamiliaux est demeurée pour ainsi dire inchangée.

Les niveaux cumulatifs de cette année ont dépassé les niveaux de l'an dernier dans chacune des 10 provinces dans le secteur résidentiel. Les augmentations de valeur des permis de construction de logements unifamiliaux ont contribué le plus à ces progressions, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Saskatchewan. Les plus fortes hausses (en dollars) ont été enregistrées par l'Alberta (+47,7 %, valeur totale de 762 millions de dollars) et le Québec (+31,9 %, valeur totale de 875 millions de dollars).

La composante commerciale a fait fléchir le secteur non résidentiel

La valeur des permis de construction a fléchi dans le secteur non résidentiel en février, dans la foulée d'une activité léthargique de la composante commerciale.

Les intentions de construction commerciale ont chuté de 27,2 % et sont tombées à 584 millions de dollars, après un accroissement de 21,0 % en janvier. Sauf pour les laboratoires, toutes les catégories ont accusé un recul dans cette composante. Après avoir affiché des hausses au cours des trois derniers mois, le Québec a enregistré le recul le plus marqué.

Par ailleurs, les intentions de construction dans la composante industrielle ont maintenu leur élan, augmentant de 23,7 % et atteignant 307 millions de dollars, après une forte progression en janvier. C'était la sixième augmentation mensuelle des sept derniers mois. La catégorie des fabriques et des usines est celle qui a le plus contribué à la progression de la composante industrielle. L'augmentation la plus prononcée de la valeur des permis de construction industrielle s'est vue en Ontario.

La valeur des permis de construction institutionnelle est demeurée pour ainsi dire inchangée par rapport à janvier, n'augmentant que de 0,4 %, pour atteindre 405 millions de dollars. L'augmentation dans la catégorie des établissements de services sociaux et dans celle des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux a fait contrepoids à une diminution des projets de construction d'établissements d'enseignement. L'Ontario a eu le plus net recul, et le Manitoba la meilleure progression.

À l'échelon provincial, la diminution la plus considérable de la valeur des permis de construction non résidentielle a eu lieu au Québec (-34,7 %, valeur totale de 254 millions de dollars), à cause d'une importante baisse de la composante commerciale. La région de Montréal a contribué vigoureusement à cette diminution. Par contraste, le Manitoba a enregistré l'augmentation la plus prononcée (+101,1 %, valeur totale de 68 millions de dollars), dans le sillage d'un excellent résultat de sa composante institutionnelle.

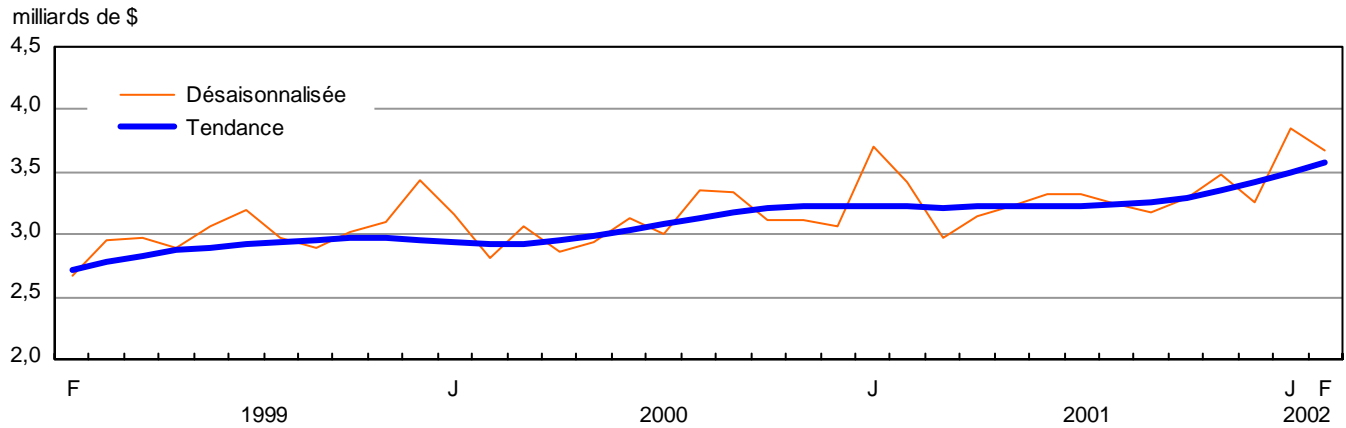
Depuis le début de l'année, les intentions de construction non résidentielle ont atteint 2,7 milliards de dollars au cours des deux premiers mois de 2002, soit 15,2 % de moins que pour la même période de l'an dernier. Deux composantes étaient bien en deçà des niveaux de l'an dernier – l'industrielle (-24,9 %) et la commerciale (-26,5 %). La valeur des permis de construction institutionnelle a crû de 30,8 %.

Plusieurs indicateurs contribuent à expliquer la tendance à la baisse qui continue de marquer le secteur non résidentiel. Selon les dernières données, les industries ont fonctionné à 80,3 % de capacité au quatrième trimestre de 2001, pour un sixième trimestre consécutif de recul. De même, une détérioration des bénéfices a nui aux intentions de construction non résidentielle.

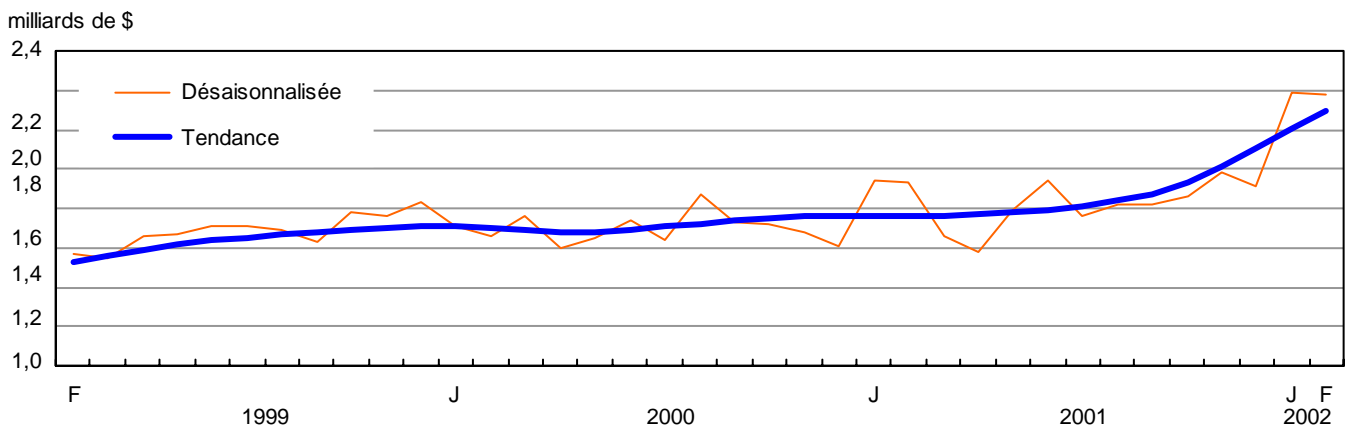
Parmi les provinces, c'est le Manitoba qui a eu l'augmentation la plus prononcée dans le secteur non résidentiel depuis le début de l'année (+99,5 %, valeur totale de 101 millions de dollars). La plus forte diminution, qui a été observée en Ontario (-19,6 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars), s'explique principalement par un net recul dans les régions de Toronto et d'Ottawa.

Permis de bâtir - Canada

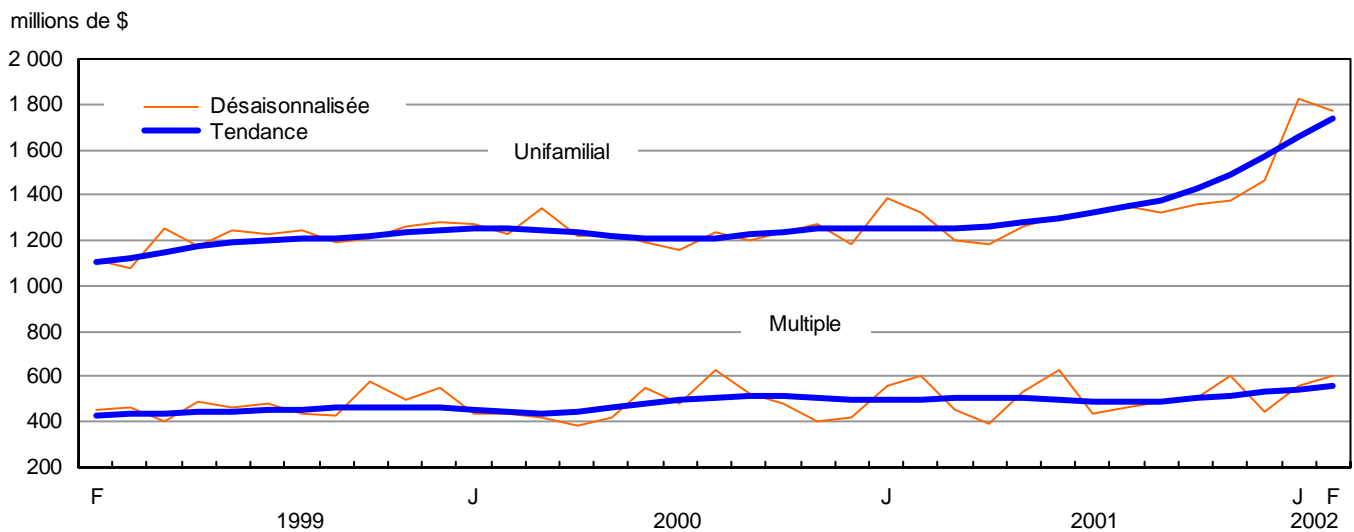
Valeur totale des permis de bâtir



Valeur résidentielle - total

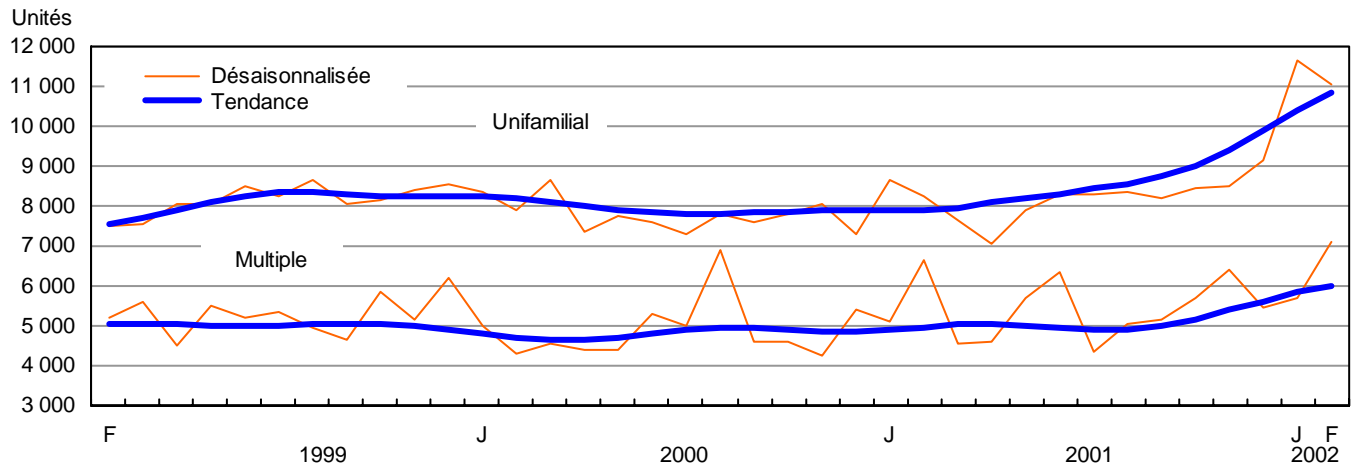


Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

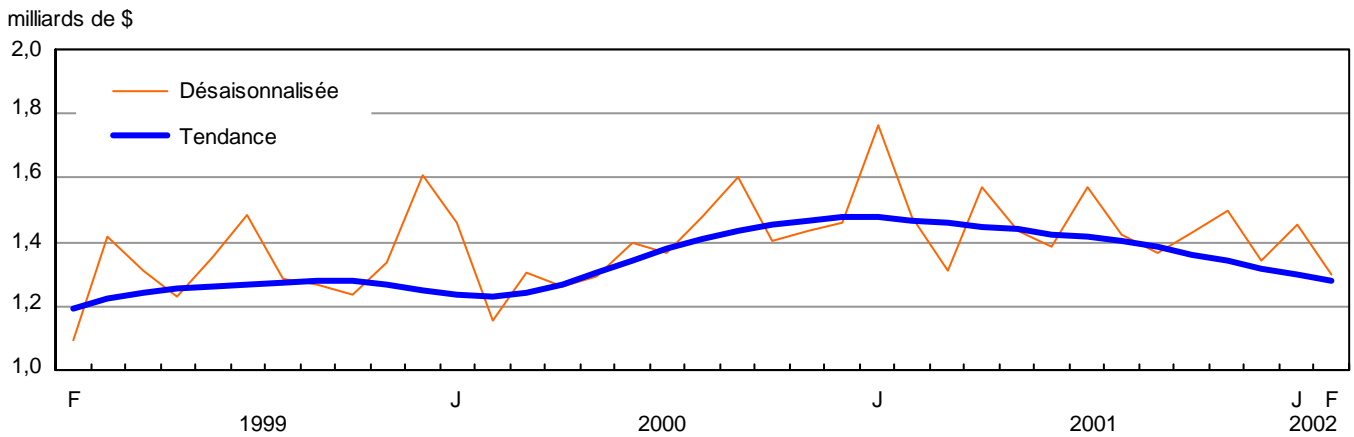


Permis de bâtir - Canada

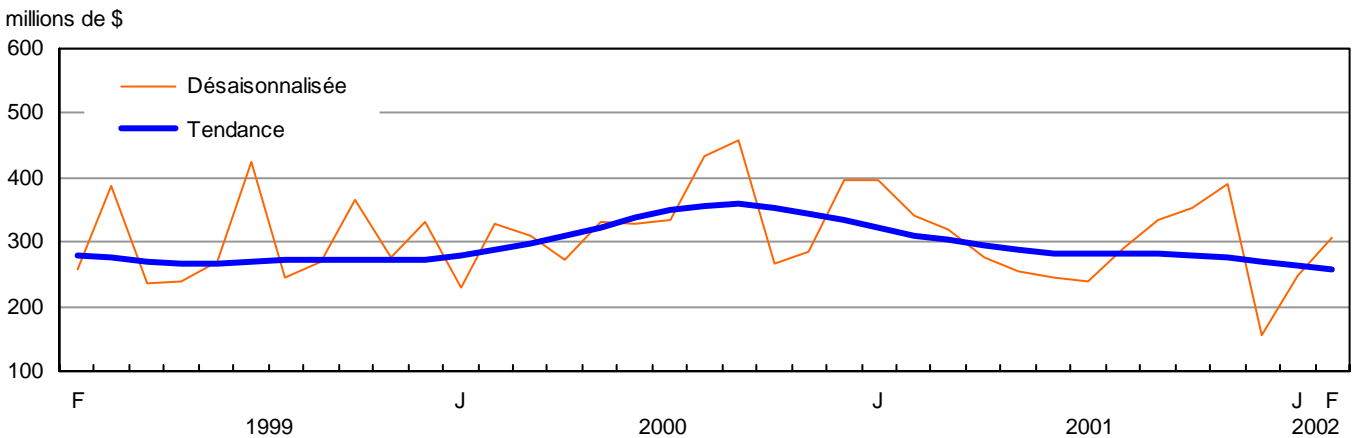
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



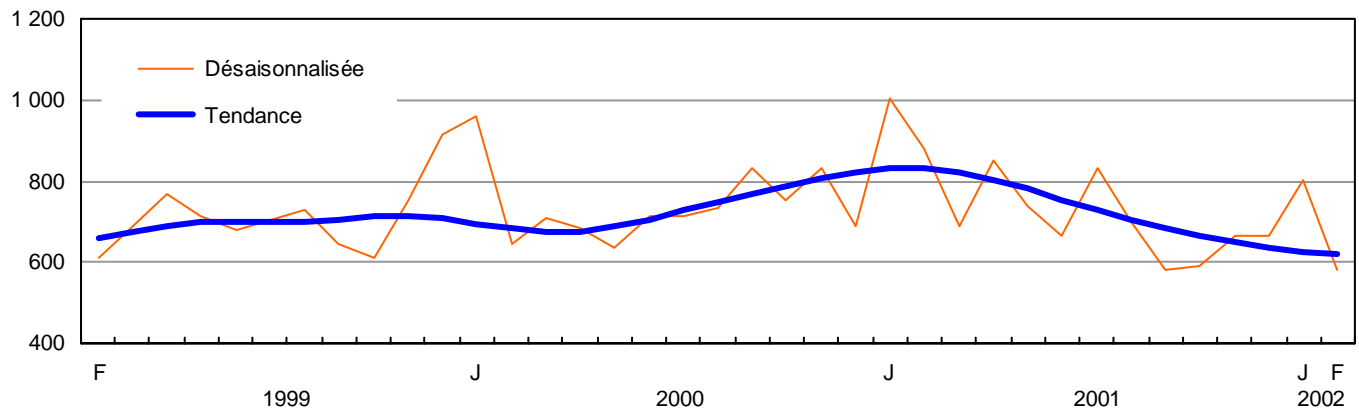
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

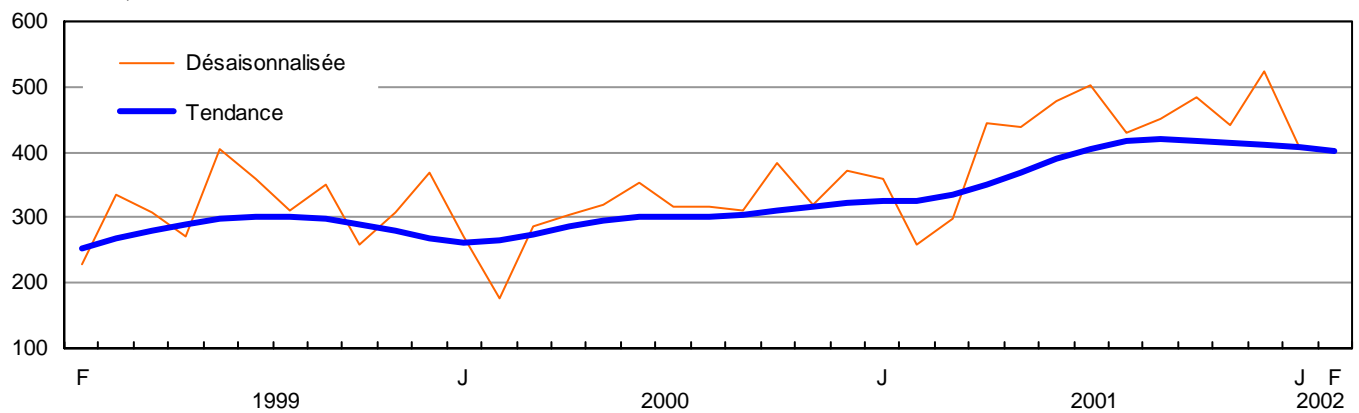
Valeur commerciale

millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2002	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 676 509	3 839 601	-4,2	18,0	-6,3	5,5	3,5	-1,7
Terre-Neuve-et-Labrador	23 540	20 600	14,3	-9,0	-9,5	7,9	13,0	-35,7
Île-du-Prince-Édouard	5 883	8 073	-27,1	-44,1	24,2	-24,6	-44,9	-16,3
Nouvelle-Écosse	72 328	74 083	-2,4	-10,0	78,3	4,1	-22,2	-7,5
Nouveau-Brunswick	53 313	45 896	16,2	11,3	5,3	-35,3	18,7	-6,0
Québec	695 505	822 067	-15,4	16,8	2,5	6,7	15,5	-1,3
Ontario	1 651 572	1 717 364	-3,8	23,1	-11,3	8,1	5,6	-4,5
Manitoba	101 654	70 764	43,7	20,6	-15,6	-0,3	32,1	-12,7
Saskatchewan	75 136	60 940	23,3	65,1	-52,2	20,1	14,7	21,7
Alberta	537 945	570 245	-5,7	6,1	-16,4	39,6	-12,8	-7,1
Colombie-Britannique	456 761	437 904	4,3	22,3	21,1	-33,1	1,6	23,7
Yukon	1 640	1 867	-12,2	8,3	-42,3	108,3	-44,4	2,9
Territoires du Nord-Ouest	1 123	9 798	-88,5	515,5	-59,0	-68,2	2,6	98,7
Nunavut	109	0	...	-100,0	-97,4	-67,4	-59,3	-78,6

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2002	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 295 913	1 453 539	-10,8	8,3	-10,3	4,6	4,7	-3,8
Terre-Neuve-et-Labrador	8 758	4 125	112,3	65,3	-60,3	11,1	-34,3	-49,0
Île-du-Prince-Édouard	605	2 521	-76,0	-75,7	64,9	-32,2	-59,5	-15,8
Nouvelle-Écosse	17 076	17 184	-0,6	-13,1	149,5	-46,1	-21,8	-11,3
Nouveau-Brunswick	8 062	14 048	-42,6	-10,3	45,9	-71,3	56,6	-0,6
Québec	254 024	389 027	-34,7	17,6	-2,9	3,8	23,7	-2,6
Ontario	616 981	600 788	2,7	-0,1	-2,5	1,1	15,6	-8,8
Manitoba	67 504	33 563	101,1	14,1	-14,7	-7,4	22,7	0,8
Saskatchewan	57 177	36 758	55,5	93,3	-65,9	12,5	52,2	38,4
Alberta	153 981	192 481	-20,0	-12,2	-29,4	69,9	-17,0	-17,2
Colombie-Britannique	111 068	152 948	-27,4	66,6	-10,5	-30,1	-29,2	41,6
Yukon	161	389	-58,6	-30,7	-68,9	134,9	-41,9	1,7
Territoires du Nord-Ouest	516	9 707	-94,7	700,9	-7,3	-79,0	-8,1	116,2
Nunavut	0	0	...	...	-100,0	-60,0	1 127,8	-99,4

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2002	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 380 596	2 386 062	-0,2	24,8	-3,4	6,1	2,6	-0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	14 782	16 475	-10,3	-18,2	7,5	6,9	47,2	-20,8
Île-du-Prince-Édouard	5 278	5 552	-4,9	35,8	-23,6	-13,0	20,8	-18,7
Nouvelle-Écosse	55 252	56 899	-2,9	-9,0	63,5	28,9	-22,5	-5,6
Nouveau-Brunswick	45 251	31 848	42,1	24,6	-10,0	22,8	-14,7	-10,4
Québec	441 481	433 040	1,9	16,0	7,8	9,7	7,9	-0,1
Ontario	1 034 591	1 116 576	-7,3	40,7	-17,0	13,1	-0,7	-1,6
Manitoba	34 150	37 201	-8,2	27,1	-16,5	7,7	44,8	-26,0
Saskatchewan	17 959	24 182	-25,7	35,2	-17,0	45,5	-37,1	4,3
Alberta	383 964	377 764	1,6	18,7	-4,3	19,7	-9,8	1,7
Colombie-Britannique	345 693	284 956	21,3	7,0	37,8	-34,6	29,5	10,9
Yukon	1 479	1 478	0,1	27,1	-2,0	77,7	-47,0	4,2
Territoires du Nord-Ouest	607	91	567,0	-76,1	-85,2	-56,9	16,8	79,5
Nunavut	109	0	...	-100,0	-91,2	-77,2	-82,2	-30,5

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2002	2002	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août
	Février ^p	Janvier ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	217 392	207 708	4,7	18,3	-2,1	5,7	5,7	-0,2
Terre-Neuve-et-Labrador	1 464	1 848	-20,8	-4,3	1,9	9,0	34,3	-13,6
Île-du-Prince-Édouard	504	1 020	-50,6	37,1	10,7	-16,4	34,0	-24,2
Nouvelle-Écosse	5 040	6 156	-18,1	-14,1	75,1	27,2	-18,3	3,5
Nouveau-Brunswick	5 412	3 444	57,1	25,9	-27,6	52,2	-30,3	-7,8
Québec	42 252	40 344	4,7	22,3	-0,8	11,4	1,2	10,6
Ontario	85 824	84 096	2,1	21,1	-15,8	21,2	2,1	-3,7
Manitoba	2 796	3 336	-16,2	47,9	-10,5	-24,5	64,5	-29,3
Saskatchewan	1 980	3 228	-38,7	56,4	-17,7	85,0	-52,9	-8,7
Alberta	41 880	42 792	-2,1	15,8	7,6	10,6	-5,3	0,5
Colombie-Britannique	29 988	21 240	41,2	11,5	42,5	-49,8	62,9	4,2
Yukon	108	108	0,0	125,0	-69,2	160,0	-50,0	42,9
Territoires du Nord-Ouest	144	96	50,0	-33,3	-29,4	-77,9	63,8	370,0
Nunavut	0	0	...	...	...	-100,0	-84,6	-60,6

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Janvier ^f	11 632	5 677	17 309	2 386 062	247 928	801 936	403 675	1 453 539	3 839 601
Février ^p	11 029	7 087	18 116	2 380 596	306 780	583 819	405 314	1 295 913	3 676 509
Cumulatif janv. - fév. 2002	22 661	12 764	35 425	4 766 658	554 708	1 385 755	808 989	2 749 452	7 516 110
Cumulatif janv. - fév. 2001	16 877	11 770	28 647	3 875 548	738 277	1 884 901	618 520	3 241 698	7 117 246
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^f	149	5	154	16 475	867	2 295	963	4 125	20 600
Février ^p	99	23	122	14 782	961	7 056	741	8 758	23 540
Cumulatif janv. - fév. 2002	248	28	276	31 257	1 828	9 351	1 704	12 883	44 140
Cumulatif janv. - fév. 2001	221	24	245	29 802	1	7 789	72	7 862	37 664
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier ^f	55	30	85	5 552	197	2 324	0	2 521	8 073
Février ^p	42	0	42	5 278	90	415	100	605	5 883
Cumulatif janv. - fév. 2002	97	30	127	10 830	287	2 739	100	3 126	13 956
Cumulatif janv. - fév. 2001	112	6	118	9 920	172	5 723	410	6 305	16 225
Nouvelle-Écosse									
Janvier ^f	367	146	513	56 899	1 601	13 214	2 369	17 184	74 083
Février ^p	328	92	420	55 252	859	15 703	514	17 076	72 328
Cumulatif janv. - fév. 2002	695	238	933	112 151	2 460	28 917	2 883	34 260	146 411
Cumulatif janv. - fév. 2001	420	33	453	62 623	6 697	27 622	4 232	38 551	101 174
Nouveau-Brunswick									
Janvier ^f	256	31	287	31 848	1 011	12 219	818	14 048	45 896
Février ^p	253	198	451	45 251	1 470	5 922	670	8 062	53 313
Cumulatif janv. - fév. 2002	509	229	738	77 099	2 481	18 141	1 488	22 110	99 209
Cumulatif janv. - fév. 2001	336	107	443	44 902	8 172	17 876	4 163	30 211	75 113
Québec									
Janvier ^f	1 944	1 418	3 362	433 040	84 530	253 909	50 588	389 027	822 067
Février ^p	2 035	1 486	3 521	441 481	67 616	118 861	67 547	254 024	695 505
Cumulatif janv. - fév. 2002	3 979	2 904	6 883	874 521	152 146	372 770	118 135	643 051	1 517 572
Cumulatif janv. - fév. 2001	2 710	2 091	4 801	662 904	230 061	471 369	120 306	821 736	1 484 640
Ontario									
Janvier ^f	5 054	1 954	7 008	1 116 576	79 706	226 873	294 209	600 788	1 717 364
Février ^p	4 477	2 675	7 152	1 034 591	193 397	209 403	214 181	616 981	1 651 572
Cumulatif janv. - fév. 2002	9 531	4 629	14 160	2 151 167	273 103	436 276	508 390	1 217 769	3 368 936
Cumulatif janv. - fév. 2001	7 954	6 058	14 012	1 996 952	368 346	804 455	342 600	1 515 401	3 512 353
Manitoba									
Janvier ^f	256	22	278	37 201	4 667	23 882	5 014	33 563	70 764
Février ^p	229	4	233	34 150	3 666	22 734	41 104	67 504	101 654
Cumulatif janv. - fév. 2002	485	26	511	71 351	8 333	46 616	46 118	101 067	172 418
Cumulatif janv. - fév. 2001	381	20	401	53 404	6 076	38 745	5 850	50 671	104 075
Saskatchewan									
Janvier ^f	117	152	269	24 182	1 736	23 915	11 107	36 758	60 940
Février ^p	109	56	165	17 959	1 354	23 059	32 764	57 177	75 136
Cumulatif janv. - fév. 2002	226	208	434	42 141	3 090	46 974	43 871	93 935	136 076
Cumulatif janv. - fév. 2001	265	28	293	33 965	15 333	41 318	21 520	78 171	112 136

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifami- liales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Janvier ^f	2 472	1 094	3 566	377 764	61 429	116 958	14 094	192 481	570 245
Février ^p	2 443	1 047	3 490	383 964	26 553	108 536	18 892	153 981	537 945
Cumulatif janv. - fév. 2002	4 915	2 141	7 056	761 728	87 982	225 494	32 986	346 462	1 108 190
Cumulatif janv. - fév. 2001	3 162	2 226	5 388	515 880	65 925	205 008	36 487	307 420	823 300
Colombie-Britannique									
Janvier ^f	945	825	1 770	284 956	11 786	126 022	15 140	152 948	437 904
Février ^p	993	1 506	2 499	345 693	10 814	71 548	28 706	111 068	456 761
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 938	2 331	4 269	630 649	22 600	197 570	43 846	264 016	894 665
Cumulatif janv. - fév. 2001	1 277	1 176	2 453	459 405	37 126	261 091	82 799	381 016	840 421
Yukon									
Janvier ^f	9	0	9	1 478	75	288	26	389	1 867
Février ^p	9	0	9	1 479	0	66	95	161	1 640
Cumulatif janv. - fév. 2002	18	0	18	2 957	75	354	121	550	3 507
Cumulatif janv. - fév. 2001	35	1	36	4 516	34	2 645	81	2 760	7 276
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier ^f	8	0	8	91	323	37	9 347	9 707	9 798
Février ^p	12	0	12	607	0	516	0	516	1 123
Cumulatif janv. - fév. 2002	20	0	20	698	323	553	9 347	10 223	10 921
Cumulatif janv. - fév. 2001	0	0	0	559	334	1 260	0	1 594	2 153
Nunavut									
Janvier ^f	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	109	0	0	0	0	109
Cumulatif janv. - fév. 2002	0	0	0	109	0	0	0	0	109
Cumulatif janv. - fév. 2001	4	0	4	716	0	0	0	0	716

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	51	0	51	7 433	1 031	959	670	2 660	10 093
Février ^p	69	114	183	15 703	1 211	80	2 231	3 522	19 225
Cumulatif janv. - fév. 2002	120	114	234	23 136	2 242	1 039	2 901	6 182	29 318
Cumulatif janv. - fév. 2001	61	0	61	8 999	9 035	5 504	7 880	22 419	31 418
Calgary, Alberta									
Janvier ^f	912	196	1 108	145 845	1 756	36 999	7 395	46 150	191 995
Février ^p	915	306	1 221	150 750	6 325	54 305	3 150	63 780	214 530
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 827	502	2 329	296 595	8 081	91 304	10 545	109 930	406 525
Cumulatif janv. - fév. 2001	1 252	701	1 953	221 571	26 722	78 012	4 756	109 490	331 061
Chicoutimi-Jonquière, Québec									
Janvier ^f	18	24	42	4 677	74	624	16	714	5 391
Février ^p	11	5	16	2 187	52	1 837	1 951	3 840	6 027
Cumulatif janv. - fév. 2002	29	29	58	6 864	126	2 461	1 967	4 554	11 418
Cumulatif janv. - fév. 2001	14	19	33	4 222	4 485	4 001	609	9 095	13 317
Edmonton, Alberta									
Janvier ^f	565	502	1 067	98 115	43 735	32 387	4 215	80 337	178 452
Février ^p	553	217	770	80 204	15 709	18 117	6 968	40 794	120 998
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 118	719	1 837	178 319	59 444	50 504	11 183	121 131	299 450
Cumulatif janv. - fév. 2001	712	468	1 180	103 345	11 704	65 524	16 050	93 278	196 623
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier ^f	184	122	306	35 455	0	4 204	820	5 024	40 479
Février ^p	166	63	229	33 282	4	7 118	350	7 472	40 754
Cumulatif janv. - fév. 2002	350	185	535	68 737	4	11 322	1 170	12 496	81 233
Cumulatif janv. - fév. 2001	196	16	212	33 653	964	10 421	82	11 467	45 120
Hamilton, Ontario									
Janvier ^f	228	114	342	50 119	1 324	11 805	8 527	21 656	71 775
Février ^p	165	376	541	54 298	44 765	9 706	10 320	64 791	119 089
Cumulatif janv. - fév. 2002	393	490	883	104 417	46 089	21 511	18 847	86 447	190 864
Cumulatif janv. - fév. 2001	296	371	667	80 027	14 108	29 757	45 249	89 114	169 141
Hull, Québec									
Janvier ^f	73	59	132	14 587	0	43 078	564	43 642	58 229
Février ^p	64	56	120	16 126	916	3 980	5 413	10 309	26 435
Cumulatif janv. - fév. 2002	137	115	252	30 713	916	47 058	5 977	53 951	84 664
Cumulatif janv. - fév. 2001	131	38	169	24 378	4 291	54 715	3 607	62 613	86 991
Kingston, Ontario									
Janvier ^f	30	0	30	3 581	366	2 857	7 495	10 718	14 299
Février ^p	63	0	63	8 646	263	959	110	1 332	9 978
Cumulatif janv. - fév. 2002	93	0	93	12 227	629	3 816	7 605	12 050	24 277
Cumulatif janv. - fév. 2001	50	47	97	12 564	314	10 605	2 988	13 907	26 471
Kitchener, Ontario									
Janvier ^f	282	43	325	44 918	1 516	12 703	12 124	26 343	71 261
Février ^p	279	102	381	52 979	14 117	32 775	5 059	51 951	104 930
Cumulatif janv. - fév. 2002	561	145	706	97 897	15 633	45 478	17 183	78 294	176 191
Cumulatif janv. - fév. 2001	352	98	450	61 882	11 173	43 271	3 387	57 831	119 713
London, Ontario									
Janvier ^f	189	31	220	28 319	1 421	4 725	24 190	30 336	58 655
Février ^p	160	32	192	26 538	530	1 626	20 727	22 883	49 421
Cumulatif janv. - fév. 2002	349	63	412	54 857	1 951	6 351	44 917	53 219	108 076
Cumulatif janv. - fév. 2001	195	57	252	34 043	2 504	28 092	21 316	51 912	85 955

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Montréal, Québec									
Janvier ^f	990	915	1 905	252 864	32 883	177 291	15 192	225 366	478 230
Février ^p	984	930	1 914	235 062	41 245	59 433	14 164	114 842	349 904
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 974	1 845	3 819	487 926	74 128	236 724	29 356	340 208	828 134
Cumulatif janv. - fév. 2001	1 354	1 488	2 842	377 182	138 627	308 625	55 040	502 292	879 474
Oshawa, Ontario									
Janvier ^f	162	6	168	25 502	572	3 458	6 996	11 026	36 528
Février ^p	350	125	475	63 477	617	3 395	758	4 770	68 247
Cumulatif janv. - fév. 2002	512	131	643	88 979	1 189	6 853	7 754	15 796	104 775
Cumulatif janv. - fév. 2001	366	161	527	70 300	9 779	6 789	1 444	18 012	88 312
Ottawa, Ontario									
Janvier ^f	198	194	392	52 231	734	21 965	1 347	24 046	76 277
Février ^p	348	420	768	87 419	465	15 366	29 167	44 998	132 417
Cumulatif janv. - fév. 2002	546	614	1 160	139 650	1 199	37 331	30 514	69 044	208 694
Cumulatif janv. - fév. 2001	722	369	1 091	141 210	43 634	122 761	17 557	183 952	325 162
Québec, Québec									
Janvier ^f	157	48	205	25 873	770	5 722	1 125	7 617	33 490
Février ^p	205	162	367	39 712	1 999	7 131	3 935	13 065	52 777
Cumulatif janv. - fév. 2002	362	210	572	65 585	2 769	12 853	5 060	20 682	86 267
Cumulatif janv. - fév. 2001	244	314	558	74 751	9 621	28 938	15 832	54 391	129 142
Regina, Saskatchewan									
Janvier ^f	41	0	41	6 183	377	9 282	240	9 899	16 082
Février ^p	26	36	62	4 850	437	4 877	32	5 346	10 196
Cumulatif janv. - fév. 2002	67	36	103	11 033	814	14 159	272	15 245	26 278
Cumulatif janv. - fév. 2001	68	0	68	7 647	500	13 008	8 761	22 269	29 916
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier ^f	48	6	54	5 887	0	1 905	1	1 906	7 793
Février ^p	36	0	36	5 083	1 200	128	0	1 328	6 411
Cumulatif janv. - fév. 2002	84	6	90	10 970	1 200	2 033	1	3 234	14 204
Cumulatif janv. - fév. 2001	38	2	40	5 170	560	2 502	2 084	5 146	10 316
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier ^f	45	146	191	14 103	668	8 004	1 447	10 119	24 222
Février ^p	56	20	76	9 309	506	10 415	27 870	38 791	48 100
Cumulatif janv. - fév. 2002	101	166	267	23 412	1 174	18 419	29 317	48 910	72 322
Cumulatif janv. - fév. 2001	96	26	122	12 986	14 371	11 331	287	25 989	38 975
Sherbrooke, Québec									
Janvier ^f	38	44	82	7 916	212	1 049	6 438	7 699	15 615
Février ^p	33	43	76	9 159	1 327	1 526	17 251	20 104	29 263
Cumulatif janv. - fév. 2002	71	87	158	17 075	1 539	2 575	23 689	27 803	44 878
Cumulatif janv. - fév. 2001	55	27	82	10 885	729	4 368	200	5 297	16 182
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier ^f	72	14	86	12 857	2 506	12 752	8 629	23 887	36 744
Février ^p	63	27	90	13 799	973	9 884	4 882	15 739	29 538
Cumulatif janv. - fév. 2002	135	41	176	26 656	3 479	22 636	13 511	39 626	66 282
Cumulatif janv. - fév. 2001	105	50	155	21 456	4 722	30 115	3 758	38 595	60 051
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^f	115	5	120	13 053	627	1 058	962	2 647	15 700
Février ^p	57	23	80	9 658	956	3 500	683	5 139	14 797
Cumulatif janv. - fév. 2002	172	28	200	22 711	1 583	4 558	1 645	7 786	30 497
Cumulatif janv. - fév. 2001	144	24	168	18 672	1	5 119	31	5 151	23 823

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Sudbury, Ontario									
Janvier ^f	6	0	6	1 074	0	782	40	822	1 896
Février ^p	9	0	9	1 889	2	1 441	548	1 991	3 880
Cumulatif janv. - fév. 2002	15	0	15	2 963	2	2 223	588	2 813	5 776
Cumulatif janv. - fév. 2001	5	0	5	1 620	182	3 295	3 170	6 647	8 267
Thunder Bay, Ontario									
Janvier ^f	1	3	4	642	1 181	402	3 406	4 989	5 631
Février ^p	5	2	7	928	0	326	47 075	47 401	48 329
Cumulatif janv. - fév. 2002	6	5	11	1 570	1 181	728	50 481	52 390	53 960
Cumulatif janv. - fév. 2001	8	0	8	1 773	258	7 049	1 511	8 818	10 591
Toronto, Ontario									
Janvier ^f	2 563	1 169	3 732	640 463	18 140	68 016	104 235	190 391	830 854
Février ^p	1 620	943	2 563	441 932	35 781	59 034	47 150	141 965	583 897
Cumulatif janv. - fév. 2002	4 183	2 112	6 295	1 082 395	53 921	127 050	151 385	332 356	1 414 751
Cumulatif janv. - fév. 2001	3 690	4 258	7 948	1 154 488	159 628	416 076	159 235	734 939	1 889 427
Trois-Rivières, Québec									
Janvier ^f	8	38	46	6 915	228	609	3 912	4 749	11 664
Février ^p	17	4	21	3 351	349	1 480	0	1 829	5 180
Cumulatif janv. - fév. 2002	25	42	67	10 266	577	2 089	3 912	6 578	16 844
Cumulatif janv. - fév. 2001	17	9	26	5 173	1 934	4 491	3 238	9 663	14 836
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	399	126	525	116 762	6 703	73 333	4 883	84 919	201 681
Février ^p	436	1 032	1 468	222 642	7 011	33 001	13 586	53 598	276 240
Cumulatif janv. - fév. 2002	835	1 158	1 993	339 404	13 714	106 334	18 469	138 517	477 921
Cumulatif janv. - fév. 2001	532	752	1 284	284 963	17 868	148 093	41 382	207 343	492 306
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier ^f	97	21	118	17 628	926	8 152	1 867	10 945	28 573
Février ^p	83	175	258	31 724	1 580	10 671	5 537	17 788	49 512
Cumulatif janv. - fév. 2002	180	196	376	49 352	2 506	18 823	7 404	28 733	78 085
Cumulatif janv. - fév. 2001	107	58	165	30 897	3 563	16 549	9 866	29 978	60 875
Windsor, Ontario									
Janvier ^f	116	16	132	21 500	1 317	15 713	4 009	21 039	42 539
Février ^p	143	41	184	29 960	14 936	29 425	11 722	56 083	86 043
Cumulatif janv. - fév. 2002	259	57	316	51 460	16 253	45 138	15 731	77 122	128 582
Cumulatif janv. - fév. 2001	233	53	286	42 883	5 338	24 427	12 653	42 418	85 301
Winnipeg, Manitoba									
Janvier ^f	137	0	137	20 043	2 029	16 019	3 581	21 629	41 672
Février ^p	127	0	127	18 995	1 751	17 978	2 135	21 864	40 859
Cumulatif janv. - fév. 2002	264	0	264	39 038	3 780	33 997	5 716	43 493	82 531
Cumulatif janv. - fév. 2001	212	15	227	30 554	4 926	30 070	3 878	38 874	69 428

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Janvier ^f	6 474	16	771	983	2 079	162	10 485
Février ^p	7 478	17	604	991	2 427	704	12 221
Cumulatif janv. - fév. 2002	13 952	33	1 375	1 974	4 506	866	22 706
Cumulatif janv. - fév. 2001	10 232	35	1 797	1 860	3 923	531	18 378
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier ^f	28	1	0	0	2	0	31
Février ^p	20	0	2	0	6	0	28
Cumulatif janv. - fév. 2002	48	1	2	0	8	0	59
Cumulatif janv. - fév. 2001	37	0	8	0	0	4	49
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier ^f	13	0	0	0	6	0	19
Février ^p	12	1	0	0	0	0	13
Cumulatif janv. - fév. 2002	25	1	0	0	6	0	32
Cumulatif janv. - fév. 2001	22	8	2	0	0	0	32
Nouvelle-Écosse							
Janvier ^f	164	2	0	9	114	6	295
Février ^p	155	5	0	0	69	3	232
Cumulatif janv. - fév. 2002	319	7	0	9	183	9	527
Cumulatif janv. - fév. 2001	188	9	1	0	15	4	217
Nouveau-Brunswick							
Janvier ^f	52	1	0	6	2	1	62
Février ^p	57	0	0	0	35	4	96
Cumulatif janv. - fév. 2002	109	1	0	6	37	5	158
Cumulatif janv. - fév. 2001	66	3	0	0	12	7	88
Québec							
Janvier ^f	798	4	67	46	474	73	1 462
Février ^p	1 600	4	127	40	849	203	2 823
Cumulatif janv. - fév. 2002	2 398	8	194	86	1 323	276	4 285
Cumulatif janv. - fév. 2001	1 623	3	75	26	1 037	127	2 891
Ontario							
Janvier ^f	3 086	1	571	757	356	47	4 818
Février ^p	2 977	1	303	583	480	313	4 657
Cumulatif janv. - fév. 2002	6 063	2	874	1 340	836	360	9 475
Cumulatif janv. - fév. 2001	5 052	3	1 536	1 377	1 212	297	9 477
Manitoba							
Janvier ^f	98	1	0	0	9	13	121
Février ^p	129	0	0	0	4	2	135
Cumulatif janv. - fév. 2002	227	1	0	0	13	15	256
Cumulatif janv. - fév. 2001	173	1	0	0	20	0	194

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Janvier ^f	40	1	3	0	149	0	193
Février ^p	61	0	14	0	42	0	117
Cumulatif janv. - fév. 2002	101	1	17	0	191	0	310
Cumulatif janv. - fév. 2001	115	0	0	8	20	0	143
Alberta							
Janvier ^f	1 552	2	101	50	739	0	2 444
Février ^p	1 728	6	106	143	361	26	2 370
Cumulatif janv. - fév. 2002	3 280	8	207	193	1 100	26	4 814
Cumulatif janv. - fév. 2001	2 063	7	153	232	1 034	49	3 538
Colombie-Britannique							
Janvier ^f	641	3	29	115	228	22	1 038
Février ^p	735	0	52	225	581	153	1 746
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 376	3	81	340	809	175	2 784
Cumulatif janv. - fév. 2001	882	1	22	217	573	42	1 737
Yukon							
Janvier ^f	1	0	0	0	0	0	1
Février ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - fév. 2002	2	0	0	0	0	0	2
Cumulatif janv. - fév. 2001	7	0	0	0	0	1	8
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier ^f	1	0	0	0	0	0	1
Février ^p	3	0	0	0	0	0	3
Cumulatif janv. - fév. 2002	4	0	0	0	0	0	4
Cumulatif janv. - fév. 2001	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut							
Janvier ^f	0	0	0	0	0	0	0
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - fév. 2002	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - fév. 2001	4	0	0	0	0	0	4

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, février 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	56	0	0	18	59	0	133
Calgary, Alberta	758	0	17	127	80	2	984
Chicoutimi-Jonquière, Québec	9	1	2	0	0	2	14
Edmonton, Alberta	458	0	70	16	53	21	618
Halifax, Nouvelle-Écosse	97	0	0	0	63	0	160
Hamilton, Ontario	126	0	3	46	6	195	376
Hull, Québec	60	0	44	0	2	1	107
Kingston, Ontario	48	0	0	0	0	0	48
Kitchener, Ontario	213	0	10	23	24	11	281
London, Ontario	122	0	1	15	5	0	143
Montréal, Québec	916	0	46	14	569	152	1 697
Oshawa, Ontario	267	0	10	44	0	29	350
Ottawa, Ontario	265	0	12	133	122	12	544
Québec, Québec	189	0	3	22	99	14	327
Regina, Saskatchewan	18	0	0	0	36	0	54
Saint John, Nouveau-Brunswick	14	0	0	0	0	0	14
Saskatoon, Saskatchewan	38	0	14	0	6	0	58
Sherbrooke, Québec	31	0	0	0	36	0	67
St. Catharines-Niagara, Ontario	48	0	6	9	0	3	66
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	15	0	2	0	6	0	23
Sudbury, Ontario	7	0	0	0	0	0	7
Thunder Bay, Ontario	4	0	0	0	0	1	5
Toronto, Ontario	1 235	0	215	273	135	4	1 862
Trois-Rivières, Québec	15	0	0	0	0	4	19
Vancouver, Colombie-Britannique	352	0	40	181	460	17	1 050
Victoria, Colombie-Britannique	67	0	0	14	0	104	185
Windsor, Ontario	109	0	18	5	4	0	136
Winnipeg, Manitoba	90	0	0	0	0	2	92

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – février 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Abbotsford, Colombie-Britannique	96	0	0	18	59	0	173
Calgary, Alberta	1 454	0	41	160	230	2	1 887
Chicoutimi-Jonquière, Québec	18	1	3	0	4	9	35
Edmonton, Alberta	889	0	127	16	525	21	1 578
Halifax, Nouvelle-Écosse	204	0	0	9	175	1	389
Hamilton, Ontario	284	0	13	140	6	204	647
Hull, Québec	97	0	56	7	10	4	174
Kingston, Ontario	69	0	0	0	0	0	69
Kitchener, Ontario	408	0	22	48	28	12	518
London, Ontario	253	0	3	42	5	2	305
Montréal, Québec	1 414	0	74	49	941	180	2 658
Oshawa, Ontario	379	0	15	44	0	30	468
Ottawa, Ontario	402	0	20	308	124	19	873
Québec, Québec	267	0	5	22	109	27	430
Regina, Saskatchewan	35	0	0	0	36	0	71
Saint John, Nouveau-Brunswick	23	0	0	6	0	0	29
Saskatoon, Saskatchewan	57	0	17	0	149	0	223
Sherbrooke, Québec	50	0	4	0	54	0	108
St. Catharines-Niagara, Ontario	98	0	12	13	4	3	130
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	42	0	2	0	8	0	52
Sudbury, Ontario	11	0	0	0	0	0	11
Thunder Bay, Ontario	5	0	0	0	0	4	9
Toronto, Ontario	3 010	0	680	640	455	6	4 791
Trois-Rivières, Québec	19	0	0	4	11	8	42
Vancouver, Colombie-Britannique	664	0	54	243	533	31	1 525
Victoria, Colombie-Britannique	141	2	0	24	10	111	288
Windsor, Ontario	189	0	24	14	4	1	232
Winnipeg, Manitoba	162	0	0	0	0	2	164

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Janvier ^r	1 395 357	170 225	487 019	353 196	2 405 797
Février ^p	1 549 625	202 542	390 107	319 565	2 461 839
Cumulatif janv. - fév. 2002	2 944 982	372 767	877 126	672 761	4 867 636
Cumulatif janv. - fév. 2001	2 431 072	518 416	1 246 592	531 868	4 727 948
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier ^r	3 167	867	1 106	963	6 103
Février ^p	3 215	961	2 815	741	7 732
Cumulatif janv. - fév. 2002	6 382	1 828	3 921	1 704	13 835
Cumulatif janv. - fév. 2001	5 687	1	4 342	72	10 102
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier ^r	1 884	197	2 324	0	4 405
Février ^p	1 461	90	415	100	2 066
Cumulatif janv. - fév. 2002	3 345	287	2 739	100	6 471
Cumulatif janv. - fév. 2001	2 714	172	5 723	410	9 019
Nouvelle-Écosse					
Janvier ^r	30 181	769	7 520	2 369	40 839
Février ^p	25 774	436	10 998	514	37 722
Cumulatif janv. - fév. 2002	55 955	1 205	18 518	2 883	78 561
Cumulatif janv. - fév. 2001	27 926	4 370	19 107	4 232	55 635
Nouveau-Brunswick					
Janvier ^r	5 405	1 011	12 219	818	19 453
Février ^p	9 960	1 470	5 922	670	18 022
Cumulatif janv. - fév. 2002	15 365	2 481	18 141	1 488	37 475
Cumulatif janv. - fév. 2001	8 164	8 172	17 876	4 163	38 375
Québec					
Janvier ^r	187 362	41 191	131 458	20 613	380 624
Février ^p	307 416	34 086	80 911	37 857	460 270
Cumulatif janv. - fév. 2002	494 778	75 277	212 369	58 470	840 894
Cumulatif janv. - fév. 2001	365 426	137 664	285 188	59 517	847 795
Ontario					
Janvier ^r	712 982	48 913	148 305	279 963	1 190 163
Février ^p	659 138	126 066	140 206	161 552	1 086 962
Cumulatif janv. - fév. 2002	1 372 120	174 979	288 511	441 515	2 277 125
Cumulatif janv. - fév. 2001	1 280 652	249 257	546 847	324 637	2 401 393
Manitoba					
Janvier ^r	14 815	4 667	19 816	5 014	44 312
Février ^p	17 589	3 666	15 326	41 104	77 685
Cumulatif janv. - fév. 2002	32 404	8 333	35 142	46 118	121 997
Cumulatif janv. - fév. 2001	24 237	6 076	25 871	5 850	62 034
Saskatchewan					
Janvier ^r	14 974	1 736	15 127	11 107	42 944
Février ^p	10 884	1 354	10 487	32 764	55 489
Cumulatif janv. - fév. 2002	25 858	3 090	25 614	43 871	98 433
Cumulatif janv. - fév. 2001	15 027	15 333	23 484	21 520	75 364

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Janvier ^r	255 347	61 429	81 512	7 836	406 124
Février ^p	263 629	26 553	68 567	15 462	374 211
Cumulatif janv. - fév. 2002	518 976	87 982	150 079	23 298	780 335
Cumulatif janv. - fév. 2001	352 684	65 925	144 558	28 587	591 754
Colombie-Britannique					
Janvier ^r	168 893	9 047	67 307	15 140	260 387
Février ^p	249 571	7 860	53 878	28 706	340 015
Cumulatif janv. - fév. 2002	418 464	16 907	121 185	43 846	600 402
Cumulatif janv. - fév. 2001	346 351	31 078	169 691	82 799	629 919
Yukon					
Janvier ^r	256	75	288	26	645
Février ^p	272	0	66	95	433
Cumulatif janv. - fév. 2002	528	75	354	121	1 078
Cumulatif janv. - fév. 2001	929	34	2 645	81	3 689
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier ^r	91	323	37	9 347	9 798
Février ^p	607	0	516	0	1 123
Cumulatif janv. - fév. 2002	698	323	553	9 347	10 921
Cumulatif janv. - fév. 2001	559	334	1 260	0	2 153
Nunavut					
Janvier ^r	0	0	0	0	0
Février ^p	109	0	0	0	109
Cumulatif janv. - fév. 2002	109	0	0	0	109
Cumulatif janv. - fév. 2001	716	0	0	0	716

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, février 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	11 888	846	70	2 231	15 035
Calgary, Alberta	119 783	6 325	31 940	2 082	160 130
Chicoutimi-Jonquière, Québec	1 738	30	1 485	1 300	4 553
Edmonton, Alberta	64 010	15 709	10 656	4 606	94 981
Halifax, Nouvelle-Écosse	16 953	4	7 118	350	24 425
Hamilton, Ontario	37 709	35 968	6 764	8 047	88 488
Hull, Québec	12 782	525	3 218	3 607	20 132
Kingston, Ontario	6 233	211	668	86	7 198
Kitchener, Ontario	37 753	11 343	22 840	3 945	75 881
London, Ontario	18 973	426	1 133	16 162	36 694
Montréal, Québec	186 501	23 630	48 055	9 438	267 624
Oshawa, Ontario	45 384	496	2 366	591	48 837
Ottawa, Ontario	61 267	374	10 708	22 743	95 092
Québec, Québec	31 492	1 145	5 766	2 622	41 025
Regina, Saskatchewan	3 700	437	1 968	32	6 137
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 817	1 200	128	0	3 145
Saskatoon, Saskatchewan	6 353	506	4 203	27 870	38 932
Sherbrooke, Québec	7 264	760	1 234	11 495	20 753
St. Catharines-Niagara, Ontario	9 822	782	6 888	3 807	21 299
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	2 632	956	1 981	683	6 252
Sudbury, Ontario	1 359	2	1 004	427	2 792
Thunder Bay, Ontario	671	0	227	36 707	37 605
Toronto, Ontario	312 714	28 749	41 140	36 766	419 369
Trois-Rivières, Québec	2 669	200	1 197	0	4 066
Vancouver, Colombie-Britannique	166 751	4 898	28 893	13 586	214 128
Victoria, Colombie-Britannique	23 729	1 104	9 343	5 537	39 713
Windsor, Ontario	21 405	12 001	20 506	9 140	63 052
Winnipeg, Manitoba	12 194	1 751	13 714	2 135	29 794

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – février 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	17 562	1 551	607	2 901	22 621
Calgary, Alberta	232 756	8 081	62 257	5 491	308 585
Chicoutimi-Jonquière, Québec	4 040	86	1 816	1 308	7 250
Edmonton, Alberta	144 345	59 444	37 194	6 549	247 532
Halifax, Nouvelle-Écosse	40 182	4	11 322	1 170	52 678
Hamilton, Ontario	73 670	36 986	14 466	17 482	142 604
Hull, Québec	20 026	525	26 060	3 895	50 506
Kingston, Ontario	8 722	492	2 532	8 379	20 125
Kitchener, Ontario	69 449	12 508	31 128	17 359	130 444
London, Ontario	38 978	1 518	4 216	42 926	87 638
Montréal, Québec	312 719	48 440	142 062	17 201	520 422
Oshawa, Ontario	63 166	936	4 622	8 332	77 056
Ottawa, Ontario	99 608	938	25 039	24 233	149 818
Québec, Québec	43 778	1 726	8 800	3 197	57 501
Regina, Saskatchewan	7 128	814	8 289	272	16 503
Saint John, Nouveau-Brunswick	3 302	1 200	2 033	1	6 536
Saskatoon, Saskatchewan	17 020	1 174	9 654	29 317	57 165
Sherbrooke, Québec	11 177	920	1 790	14 785	28 672
St. Catharines-Niagara, Ontario	18 891	2 708	15 208	13 354	50 161
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	5 608	1 583	2 791	1 645	11 627
Sudbury, Ontario	2 111	2	1 514	471	4 098
Thunder Bay, Ontario	1 126	908	489	40 476	42 999
Toronto, Ontario	773 988	42 692	85 516	152 094	1 054 290
Trois-Rivières, Québec	6 509	372	1 520	1 999	10 400
Vancouver, Colombie-Britannique	264 781	9 481	69 977	18 469	362 708
Victoria, Colombie-Britannique	38 157	1 737	13 910	7 404	61 208
Windsor, Ontario	36 581	13 013	30 758	13 576	93 928
Winnipeg, Manitoba	22 721	3 780	26 785	5 716	59 002

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, février 2002

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-Lab.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
	milliers de dollars													
Non résidentiel, total	912 214	4 517	605	11 948	8 062	152 854	427 824	60 096	44 605	110 582	90 444	161	516	0
Industriel	202 542	961	90	436	1 470	34 086	126 066	3 666	1 354	26 553	7 860	0	0	0
Usines, fabriques	93 101	0	0	300	0	11 513	72 614	0	0	7 324	1 350	0	0	0
Transports, services	68 007	800	0	0	1 200	13 487	35 600	818	0	16 102	0	0	0	0
Mines et agriculture	8 768	0	0	0	0	2 249	2 499	1 800	0	0	2 220	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	32 666	161	90	136	270	6 837	15 353	1 048	1 354	3 127	4 290	0	0	0
Commercial	390 107	2 815	415	10 998	5 922	80 911	140 206	15 326	10 487	68 567	53 878	66	516	0
Commerces et services	92 312	0	0	4 531	987	22 085	29 198	0	4 265	14 668	16 578	0	0	0
Entrepôts	31 423	650	0	0	1 059	9 452	10 873	1 507	0	3 554	4 328	0	0	0
Postes d'essence	8 574	0	0	1 500	0	2 623	1 250	0	262	0	2 939	0	0	0
Edifices à bureaux	68 979	700	0	0	1 147	14 220	23 306	2 280	1 145	20 652	5 529	0	0	0
Loisirs	28 586	0	0	0	0	5 276	12 727	0	0	3 321	7 262	0	0	0
Hôtels, restaurants	54 294	0	0	400	1 100	760	31 671	7 092	1 021	9 300	2 650	0	300	0
Laboratoires	5 938	0	0	0	0	5 220	0	0	456	262	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	100 001	1 465	415	4 567	1 629	21 275	31 181	4 447	3 338	16 810	14 592	66	216	0
Institutionnel et gouvernemental	319 565	741	100	514	670	37 857	161 552	41 104	32 764	15 462	28 706	95	0	0
Écoles, éducation	90 002	0	0	350	0	15 455	33 594	1 500	27 796	1 000	10 307	0	0	0
Hôpitaux, médical	93 269	0	0	0	322	5 101	48 145	38 870	0	581	250	0	0	0
Bien-être, foyers	80 555	0	0	0	0	8 680	50 603	0	1 000	8 828	11 444	0	0	0
Églises, religion	10 812	0	0	0	0	3 608	2 194	0	0	3 010	2 000	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	28 844	432	0	0	0	1 067	21 200	550	3 790	0	1 805	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	16 083	309	100	164	348	3 946	5 816	184	178	2 043	2 900	95	0	0

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale :

L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2,350 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête «Logements mis en chantier et parachevés». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception au bureau centrale de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions :

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage :

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs :

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation :

Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (no 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (no 61-205 au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la valeur des permis émis soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 1996. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 1996 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 1996. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 1996. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur

tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2001, 99,5% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-6556 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Ces dernières sont maintenant disponibles sur disquette. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

62-202 Les habitudes de dépenses au Canada

75-202 Le revenu au Canada

61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective

61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	
City – Ville		Postal Code – Code postal	
7			
Contact Name – Nom du contact			
8			
Contact Title – Titre du contact			
9			
Language of Preference – Langue de préférence			
1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français			
10			
Telephone Number – Numéro de téléphone			

<p align="center">General Information</p> <p>Confidential when completed.</p> <p>The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.</p> <p>To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.</p> <p>Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.</p> <p>Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.</p> <p>PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.</p>	<p align="center">Renseignements généraux</p> <p>Confidentiel une fois rempli.</p> <p>La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.</p> <p>Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.</p> <p>Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.</p> <p>Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.</p> <p>VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.</p>
---	--

<p>11</p> <p align="center">Coverage Profile Update</p> <p>Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.</p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> Yes Oui</p>	<p align="center">Mise à jour du profil de couverture</p> <p>Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.</p> <p align="right">2 <input type="checkbox"/> No Non</p>
--	--

<p>12</p> <p align="center">Reporting Period – Période visée</p> <p><i>Please use a separate form for each month being reported.</i> <i>Veillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 100px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 50px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> </tr> </table>							<p>13</p> <p align="center">Stock Requirements – Besoins de fournitures</p> <p><i>If forms or return envelopes are required, please check:</i> <i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i></p> <p>1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires 2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada</p> <p>3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL</p>

<p align="center">Report Prepared by – Rapport préparé par</p> <p>Signature: <input style="width: 300px; height: 20px;" type="text"/></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 60px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table> <p>Day Jour</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table>								<p>14</p> <p align="center">Nil Report – Rapport nul</p> <p><i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i> <i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i></p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis</p> <p align="center">Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada</p> <p>MP T Status-État Int I.D. – Id. de l'int.</p> <table border="1" style="width: 100%; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table>								

Section A: Major Construction Projects – Projets de construction majeurs

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Line No. N° de ligne	Permit No. Numéro du permis	Name and Address of Owner Nom et adresse du propriétaire	Name and Address of Builder Nom et adresse du constructeur	Construction Location Site des travaux	Type of Building Code Code pour type de bâtiment	Type of Work Code Code pour type de travaux	Value of Construction Valeur des travaux \$	Dwelling Units Unités de logement Created Créées Lost Supprimées	Total Building Area Aire totale du bâtiment Check one: Cochez: 1 <input type="checkbox"/> FT ² /PI ² 2 <input type="checkbox"/> M ²	Line No. N° de ligne
01							,000			01
02							,000			02
03							,000			03
04							,000			04
05							,000			05
06							,000			06
07							,000			07
08							,000			08
09							,000			09
10							,000			10
11							,000			11
12							,000			12
13							,000			13
14							,000			14

13										.000		13
14										.000		14
15										.000		15
16										.000		16
17										.000		17
18										.000		18
19										.000		19
20										.000		20
									98	Totals for this page Totaux de cette page	▶	98
									.000			98

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the **"Stock Requirements"** section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section **"Besoins de fournitures"**, page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.